

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
14 mai 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-quinzième session**  
Points 34, 35, 40, 64, 70, 72, 86 et 135 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-seizième année**

**Prévention des conflits armés**

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM  
et leurs incidences sur la paix et la sécurité  
internationales et sur le développement**

**La situation dans les territoires occupés  
de l'Azerbaïdjan**

**Consolidation et pérennisation de la paix**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Promotion et protection des droits de l'homme**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**La responsabilité de protéger et la prévention  
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage  
ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Lettre du 5 mai 2021, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de Jeyhun Bayramov, Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, concernant les premiers résultats de l'enquête actuellement menée par le Bureau du Procureur général de la République d'Azerbaïdjan sur l'homicide volontaire de civils azerbaïdjanais commis par des militaires des forces armées arméniennes dans le village de Bachlibel du district de Kelbajar en Azerbaïdjan en avril 1993 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 35, 40, 64, 70, 72, 86 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Yashar Aliyev



**Annexe à la lettre datée du 5 mai 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 4 mai 2021, adressée au Secrétaire général  
par le Ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères**

Je souhaite vous informer par la présente des premiers résultats de l'enquête actuellement menée par le Bureau du Procureur général sur l'homicide volontaire de civils azerbaïdjanais commis par les militaires des forces armées arméniennes dans le village de Bachlibel du district de Kelbajar en Azerbaïdjan, au cours de l'invasion de ce dernier par l'Arménie en avril 1993.

Ayant retrouvé l'accès aux territoires de l'Azerbaïdjan après leur libération suite à une occupation militaire de près de 30 ans par l'Arménie, les autorités compétentes de la République d'Azerbaïdjan sont désormais en mesure de recueillir des preuves matérielles supplémentaires concernant de nombreux crimes odieux, y compris des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, commis par les forces armées arméniennes au cours de l'agression contre l'Azerbaïdjan.

Grâce à ces efforts, de nouveaux détails ont été mis au jour concernant les massacres de civils azerbaïdjanais dans le village de Bachlibel, dans le district de Kelbajar, en avril 1993. Ainsi, il a été établi qu'au cours d'une attaque perpétrée par les forces armées arméniennes contre le village le 3 avril 1993, 62 résidents civils ont dû fuir les forces armées arméniennes d'invasion et se sont réfugiés dans des grottes situées à 3 kilomètres du village. Le 18 avril 1993, les forces armées arméniennes ont trouvé les civils cachés dans les grottes et les ont soumis à des tirs intensifs de mitrailleuses et d'autres types d'armes. En conséquence, 12 civils, dont un enfant et un adolescent, ont été tués sur place à l'intérieur des grottes. Les tombes de ces 12 civils ont été identifiées sur la base des témoignages de témoins oculaires ayant pu s'échapper des grottes et qui ont réussi à revenir dans la région le 12 mai 1993, en secret, pour enterrer les habitants de leur village qui avaient été abattus. Les restes des civils tués ont été exhumés et recueillis par l'équipe d'enquête en vue d'un examen médical et de tests génétiques.

Il a également été établi que 14 autres civils, dont trois enfants, ont été pris en otage et soumis à la torture et à d'autres traitements inhumains, à la suite desquels neuf d'entre eux sont décédés des suites des blessures physiques et psychologiques qui leur ont été infligées. Les autres civils encerclés par les forces armées arméniennes ont survécu au massacre et ont réussi à atteindre la zone de sûreté sous le contrôle des forces armées azerbaïdjanaises, après 113 jours, en franchissant des cols montagneux. Les procédures d'enquête se poursuivent pour déterminer d'autres éléments de ce grave crime de guerre, notamment l'identification des auteurs et des maîtres d'œuvre<sup>1</sup>.

Il convient également de souligner que le village entier a été rasé et que toutes les propriétés appartenant à ses habitantes et habitants ont été complètement détruites.

Le massacre de Bachlibel n'est aucunement un cas isolé, mais s'ajoute aux nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité déjà établis, commis par l'Arménie dans le cadre de son agression armée contre l'Azerbaïdjan. Il est capital de mener une enquête complète sur tous ces crimes pour obtenir justice et favoriser la réconciliation postconflit. Pour que la paix soit durable, il faut que justice soit rendue à toutes celles et tous ceux qui ont été victimes de méfaits par le passé. C'est une nécessité absolue pour éviter que les mêmes atrocités ne se reproduisent à l'avenir.

---

<sup>1</sup> Des preuves photographiques du massacre sont disponibles sur <https://azertag.az/en/xeber/1766151>.

À cet égard, il est impératif que l'Arménie renonce enfin à son refus de prendre des mesures concernant les nombreux cas de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par ses forces armées et qu'elle coopère avec l'Azerbaïdjan et l'ensemble de la communauté internationale en vue de traduire les auteurs en justice. Le conflit ayant pris fin, il est grand temps que l'Arménie respecte ses obligations en matière de droit humanitaire international et prenne des mesures concrètes pour faire la lumière sur les pages sombres de son agression armée contre l'Azerbaïdjan.

Dans ce contexte, il convient de faire face au plus vite au refus persistant de l'Arménie de coopérer sur la question de la localisation de près de 4 000 Azerbaïdjanaises et Azerbaïdjanais portés disparus pendant la période des hostilités militaires de 1991-1994. Il est nécessaire de déterminer le sort des personnes disparues pour que les milliers de parents et de proches touchés puissent enfin trouver la paix.

Le refus persistant de l'Arménie de fournir des informations sur les personnes disparues est d'autant plus incompréhensible que toutes les conditions continuent d'être réunies par l'Azerbaïdjan pour retrouver les corps des militaires arméniens tombés au cours des récentes hostilités militaires. Des membres des forces armées azerbaïdjanaises continuent, au péril de leur vie, à faciliter les opérations de recherche des forces armées arméniennes ainsi que des proches des militaires arméniens disparus. Jusqu'à présent, environ 1 500 cadavres de militaires arméniens ont été retrouvés et remis à la partie arménienne. Au cours des opérations de recherche, un officier des forces armées azerbaïdjanaises a perdu la vie dans l'explosion d'une mine posée par l'Arménie dans le village libéré de Souqovouchan, alors qu'il facilitait la récupération des corps des soldats arméniens tombés au combat. Dans ce contexte, la non-coopération continue de l'Arménie dans l'établissement du sort de milliers de personnes azerbaïdjanaises disparues est injustifiable.

Avec la signature des deux déclarations trilatérales par les dirigeants de l'Azerbaïdjan, de la Fédération de Russie et de l'Arménie, respectivement le 10 novembre 2020 et le 11 janvier 2021, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont une occasion unique de laisser derrière eux les pages tragiques de l'inimitié et de l'hostilité et de normaliser leurs relations sur la base de la reconnaissance et du respect mutuels de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues.

C'est dans cet esprit que je vous demande une nouvelle fois d'apporter votre contribution à l'établissement de la vérité sur les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés contre l'Azerbaïdjan et son peuple. Je vous demande également de contribuer à faire la lumière sur le sort des milliers de personnes disparues en raison du conflit, et à agir face à la menace imminente que représentent les mines terrestres et autres restes explosifs de guerre. Tous ces éléments sont d'une importance cruciale pour traduire en réalité concrète le programme de paix, de sécurité et de coopération prévu dans les déclarations trilatérales mentionnées, dans l'intérêt des peuples arménien et azerbaïdjanais, ainsi que dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionales au sens large.

L'Azerbaïdjan attend de la communauté internationale qu'elle reste ferme dans la défense des valeurs et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit humanitaire international en prenant des mesures décisives pour persuader l'Arménie de devenir un véritable partenaire pour la paix en cessant ses actions et sa rhétorique revanchardes et cherchant au contraire à réparer les tristes conséquences de la guerre qu'elle a déclenchée contre l'Azerbaïdjan.

(Signé) Jeyhun **Bayramov**